



Luxembourg, le 21 OCT. 2022

Ministère de la Mobilité et des Travaux publics
Département des travaux publics
4, place de l'Europe
L-2940 LUXEMBOURG

N/Réf.: 103834

V/Réf.: 278933 / 047579 / PG * DIR - 20220971

Monsieur le Ministre,

En réponse à votre requête du 2 septembre 2022 par laquelle vous sollicitez ex-post l'autorisation pour l'abattage d'un érable à côté du CR362 à Hoffelt sur un fonds inscrit au cadastre de la commune de WINCRANGE: section HC d'HOFFELT, j'ai l'honneur de vous informer qu'en vertu de la loi modifiée du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, je vous accorde l'autorisation sollicitée aux conditions suivantes :

1. L'abattage sera réalisé sur un terrain inscrit au cadastre de la commune de Wincrange, section HC de Hoffelt, à côté du CR362, conformément à la demande et aux plans soumis.
2. L'abattage se limitera à 1 arbre (érable).
3. Les travaux d'abattage se feront entre le 1^{er} octobre et fin février.
4. L'arbre sera remplacé sur place par 1 sujet haute-tige d'essence feuillue autochtone pour le 31 décembre 2023 au plus tard et suivant les instructions du préposé de la nature et des forêts (M. Fränk Schmitz, tél : 621 202 186).
5. En cas de reprise moindre de la plantation, un regarnissage annuel sera effectué par vos soins.
6. Le système racinaire des arbres restant en place ne sera pas endommagé et, le cas échéant, ces arbres seront protégés selon les règles de l'art.

La présente vous est accordée sans préjudice d'autres autorisations et du droit de superficie éventuellement requis.

Vous pouvez introduire un **recours contentieux** contre la présente décision devant le tribunal administratif. Ce recours doit être intenté par requête signée d'un avocat à la cour dans les trois mois à compter de la notification de la présente. Dans le même délai, vous pouvez adresser un **recours gracieux** par écrit à l'Administration de la nature et des forêts.

Dans ce cas, le délai pour introduire le recours contentieux est suspendu. Si dans les trois mois à compter de l'introduction du recours gracieux une nouvelle décision intervient ou si aucune décision n'intervient, un nouveau délai de trois mois pour introduire le recours contentieux devant le tribunal administratif commence à courir.

Pour plus d'informations concernant vos droits en matière de recours, il vous est loisible de consulter la rubrique « Recours contre un acte administratif » sur le site ci-après : <https://guichet.public.lu/fr.html>.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

Pour la Ministre de l'Environnement,
du Climat et du Développement durable



Marianne Mousel
Premier Conseiller de Gouvernement

Copies pour information :

- Arrondissement NORD
- Commune de WINCRANGE